

demment trop gêné pour ne pas le faire. Cette disposition précise que le ministre doit tenir compte, entre autres, de «la viabilité socio-économique à long terme des familles et collectivités qui s'adonnent à l'agriculture». C'est grâce à notre caucus si ce critère a été inclus dans le projet de loi.

Le gouvernement ne pense pas aux familles agricoles ni aux collectivités rurales. Il ne pense qu'aux industries agro-alimentaires et se fout éperdument des petites collectivités et des petits agriculteurs. Le gouvernement actuel fait fausse route.

Il y a des milliers d'agriculteurs qui sont frustrés d'un bout à l'autre du pays. Il y a des milliers de Canadiens qui sont frustrés et, pourtant, le ministre de l'Agriculture n'a encore rien fait jusqu'à maintenant. On nous a fait des promesses dans le passé.

Il y a eu l'initiative «Partenaires dans la croissance», en 1989, dans le cadre de laquelle le gouvernement devait faire bien des choses pour l'agriculture. Tout ce que nous avons eu, c'est le régime d'assurance-revenu brut, qui a été un véritable fiasco. Il n'y a rien eu sur les finances agricoles. Il n'y a rien eu sur l'avenir du transport des céréales. En réalité, le gouvernement n'a rien fait d'autre que continuer de démanteler la Commission canadienne du blé et menacer d'éliminer les subventions du Nid-de-Corbeau sans proposer de solutions de rechange valables et sans expliquer vraiment quel rôle joueront ces programmes à l'avenir dans une infrastructure rurale viable et dans une économie agricole saine.

• (1040)

C'est le problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui et, d'ici à ce que le gouvernement fédéral prenne l'initiative d'élaborer des programmes viables à long terme, nous allons continuer d'avoir ce problème. Nous ne pouvons pas verser des paiements d'urgence chaque année, ce que nous devons faire encore une fois cette année. Oui, nous avons besoin de paiements d'urgence, et nous en avons besoin maintenant. Cependant, le gouvernement doit également s'engager à élaborer des programmes agricoles viables à long terme.

Le gouvernement actuel n'a pris aucune initiative, malgré les demandes pressantes des gouvernements provinciaux. Je me suis entretenu avec le ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan récemment. Il m'a dit qu'il

voudrait rencontrer le nouveau ministre pour discuter de nouveaux programmes, mais qu'il ne l'a pas encore fait.

Je vois que mon temps de parole est écoulé. Je veux simplement conclure en disant que le ministre a une chance unique qui s'offre à lui. Espérons qu'il saura en profiter.

M. Larry Schneider (Regina—Wascana): Monsieur le Président, je prête une attention particulière au débat jusqu'à maintenant, car le problème abordé aujourd'hui me touche de près, étant donné que je viens d'une région agricole et que 8 p. 100 des électeurs que je représente vivent en milieu rural. Toute proportion gardée, je me suis probablement adressé plus souvent aux habitants des régions rurales de ma circonscription qu'à ceux des régions urbaines. Les agriculteurs que je rencontre me livrent une version des faits un peu différente de celle que le député nous a présentée aujourd'hui.

Il serait peut-être bon de rappeler la réalité géographique. Sans vouloir contredire le député, je crois que les terres agricoles de sa région diffèrent des terres cultivées dans ma région. Dans sa région, le rendement des terres varie énormément, allant d'excellent à faible. Par conséquent, le député doit entendre toutes sortes d'histoires.

Si le député se rendait dans la région de Tuxford—Marquis, juste au nord de Moose Jaw, et discutait du régime d'assurance-revenu brut avec les agriculteurs et surtout ceux qui s'adonnent à l'exploitation mixte, il entendrait probablement les mêmes plaintes que celles que m'adressent mes électeurs, à savoir que le gouvernement néo-démocrate de la Saskatchewan n'aurait pas dû remanier le RARB de 1991 qui, sans être idéal, fournissait à l'agriculteur un outil de négociation qui lui permettait de se présenter à la banque et de calculer avec son banquier le revenu approximatif auquel il pouvait s'attendre pour la campagne agricole de 1992.

Les choses ne se passent plus ainsi. Je sais que un ou deux agriculteurs de l'Alberta et du Manitoba ont déclaré que le RARB de leur province respective laissait à désirer. J'imagine qu'ils représentent une minorité d'agriculteurs de ces deux provinces, parce que les autorités provinciales ne nous ont rien réclamé en ce sens. De plus, je sais que le ministre de l'Agriculture a rencontré son homologue provincial avec qui il a discuté de programmes agricoles.

Le député prétend que le NPD désire aborder la question de l'agriculture sous un angle différent. Les néo-démocrates estiment qu'un changement s'impose et ont déjà élaboré certains projets. J'aimerais bien que le député fasse part de ces projets à la Chambre des com-